

## Impatience fiscale, suite

Le ras-le-bol fiscal des classes moyennes, qui a plombé en leur temps Sarkozy et Hollande, va-t-il éroder un peu plus la popularité en berne de Macron ? Il y a dans l'air du temps une petite complainte qui pourrait bien se révéler meurtrière pour l'exécutif. Comme le titrait « Libération » ce lundi, Emmanuel Macron serait-il « le président des riches » ? Ce sont ces mêmes trompettes qu'ont embouchées à Marseille les Insoumis de Jean-Luc Mélenchon.

Un lecteur palois m'écrit pour me reprocher de ne pas parler des retraités qui, comme lui, se sentent « ponctionnés » car leur retraite n'a pas été augmentée depuis « bientôt cinq ans ». Ce à quoi vont s'ajouter la hausse annoncée de la CSG, puis l'imposition future de 30 % sur les assurances-vie, puis la taxe d'habitation qui restera payée par une majorité de retraités. Même dans les critiques de François Bayrou et d'Alain Juppé affleure le souci de justice fiscale qui, également, se retrouve chez plusieurs députés de la majorité : ils ont noté les réactions « très négatives » à l'annonce du report de la suppression de la taxe d'habitation, cette mesure phare du programme Macron. En retardant la mise

**« 10 % DES FRANÇAIS  
LES PLUS AISÉS VONT  
CONCENTRER 46 %  
DES BAISSES D'IMPÔTS  
PRÉVUES SUR  
LE QUINQUENNAT »**

en œuvre de sa suppression pour 80 % des foyers, pour ne pas parler de la baisse annoncée de l'APL, cela risque de mettre à mal tout son discours sur le retour de la crédibilité de la parole publique et sur sa volonté de réformer. A cela s'ajoute, comme le note un rapport de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), que 10 % des Français les plus aisés vont concentrer 46 % des baisses d'impôts prévues sur le quinquennat. Et les 280 000 ménages les plus riches, soit 1 % de la population, seraient encore plus choyés. Une politique en faveur des plus favorisés dont se défend Bercy, qui voudrait privilégier l'investissement.

Oui, mais si pour privilégier l'investissement on transforme l'ISF en exonérant toutes les actions et en l'appliquant uniquement à l'immobilier, on aboutit à de nouvelles injustices. Les grandes fortunes seront exonérées de cet impôt, alors que les « petits riches » qui, en une vie de travail, ont péniblement réussi à acheter un appartement, peut-être même une résidence secondaire, vont parfois se retrouver taxés. Et les Bolloé, Arnaut et autres Taittinger, de surcroît, vont bénéficier d'une « flat tax » à 30 % sur les revenus du capital ! L'ISF devient l'impôt sur la fortune immobilière. Qui va en profiter ? Les plus riches, encore une fois, car ils sont ceux dont la fortune dépend le moins de leurs propriétés immobilières. Ce qui n'empêche pas Bruno Le Maire de déclarer que « notre priorité absolue est de redonner de l'emploi à chacun, en veillant à ce que les plus fragiles ne soient jamais oubliés ». Vite, des gestes dans ce sens !



JEAN-MARCEL BOUGUEREAU



larepubliquedespyrenees.fr

VIDÉO



Rugby : retour d'Irlande en chanson pour les Bleues de Lons

LE + LU

Le coureur baréonnais Didier Zago frôle de 9 secondes le record de la Montée de l'Aubisque

LE COMMENTÉ

Travaux à Pau : les perturbations pleuvent Gramont se prolongent

EN LUMIÈRE

## DES NOUVELLES MESURES D'AIDE À LA RENTRÉE

**En septembre, les réfugiés bénéficieront de nouvelles mesures d'accompagnement.**

De nouveaux dispositifs d'accompagnement seront mis en place en septembre pour les réfugiés présents dans le 64. « La majorité d'entre eux ont obtenu leur statut de réfugié, relève Franck Hourmat, directeur de la DDCS (Direction départementale de la cohésion sociale). Une nouvelle phase s'annonce, dédiée à l'apprentissage de la langue française et à la formation professionnelle. Deux axes vitaux pour l'insertion, plus complexe que l'accueil. » Des « mesures

nationales » entreront en vigueur, ajoute-t-il, notamment avec la nomination d'un délégué interministériel à l'intégration des réfugiés, un plan global pour l'accès au logement hébergement et formation pour les moins de 25 ans. Localement, le Département va lui, s'atteler à « mobiliser les outils de droit commun », « sensibiliser » les différents organismes pouvant aider les réfugiés, et faciliter le travail entre eux. A noter qu'à Pau, les premiers réfugiés doivent arriver dès le 2 septembre sur le site de l'ex-hôtel Formule 1 transformé en centre d'accueil de demandeurs d'asile.

# Réfugiés : leur nouvelle vie en Béarn

► En 2016, plusieurs dizaines de réfugiés ont été accueillis en Béarn. ► Un an plus tard, ils tentent tant bien que mal de reconstruire leur vie.

Tout quitter, sans pouvoir se retourner. Affronter un périple de plusieurs mois bien souvent mortel jusqu'en Europe, pour échouer dans un camp insalubre, à quelques encablures du tunnel sous la Manche. C'est la dramatique mais si commune histoire vécue par la quasi-totalité des réfugiés résidant désormais en Béarn, au centre Béterette de Gelos ou en appartements à Pau et Oloron. Un an après leur arrivée, trois d'entre eux se confient sur leur nouvelle vie.

## Des débuts « difficiles »

Si leurs histoires personnelles sont autant d'exemples tragiques relatant les conflits qui jalonnent les quatre coins de la planète, les réfugiés veulent aujourd'hui tourner la page et repartir de zéro, en Béarn. Comme Fouad et Omar, deux jeunes d'une vingtaine d'années originaires du Sud-Soudan. Ils font partie du groupe de réfugiés accueilli à Oloron en octobre 2016, après le démantèlement de la « jungle » de Calais.

Fouad concède que les débuts ont été « difficiles ». Outre l'adaptation à un climat radicalement opposé à celui de leur pays d'origine – les deux Soudanais ont vu la neige pour la première fois cet hiver, l'occasion de s'essayer à la luge –, ils ont dû surtout affronter

la « barrière » de la langue. « C'était très difficile de communiquer avec les gens, de rencontrer du monde, explique Omar. Heureusement, les gens ont été très gentils et patients avec nous. Aujourd'hui, on a progressé en français, on s'est fait des amis à Oloron. »

Car au fil des mois, les deux hommes ont appris à s'adapter et à apprécier leur nouveau « chez soi ». Désormais, leur objectif prioritaire est de s'intégrer. Avec, en premier lieu, la volonté de « rendre la pareille » aux « nombreuses » personnes qui les ont aidés. Ils ont d'ailleurs déjà joint les actes à la parole, puisqu'ils travaillent tous deux bénévolement pour la mairie d'Oloron. Surtout, ils souhaitent pouvoir concrètement rebâtir leur vie en Béarn. « Nous attendons la réponse pour notre statut de réfugié. On espère évidemment l'avoir. Ensuite, on veut finir d'apprendre le français pour trouver un travail et commencer une nouvelle vie ici. »

Pour d'autres, en revanche, Fouad concède que les débuts ont été « difficiles ».

« DEPUIS QU'ON EST ARRIVÉS, BEAUCOUP DE GENS NOUS ONT AIDÉS. ON VEUT LEUR RENDRE LA PAREILLE »  
FOUAD ET OMAR, RÉFUGIÉS SOUDANAIS

l'installation définitive au pied des Pyrénées est une histoire plus douloureuse. Abda est un mécanicien afghan de 33 ans. Dans son pays ravagé par la guerre, il a travaillé pendant sept ans pour l'armée britannique, laquelle lui a appris l'anglais et l'a formé professionnellement. Quand les troubles de Sa Majesté ont quitté la terre des Pachoumes, Abda a été victime de nombreuses menaces de mort. « J'ai espéré pouvoir aller en Angleterre, après avoir travaillé si longtemps pour leur armée. J'ai fait une demande à l'ambassade, mais je n'ai pas eu de réponse. J'ai dû partir, c'était trop dangereux. »

## Pau, à défaut de l'Angleterre

L'ancien mécano a laissé derrière lui femme et enfants pour entamer un périlleux voyage jusqu'à Calais. Mais sans pouvoir rejoindre l'autre côté de la Manche. C'est finalement à Pau qu'il a posé ses valises. Un soulagement : « A Calais, dans la jungle, on était sous une tente, sans personne pour nous aider. Ici, j'ai eu droit à un appartement, des gens m'ont soutenu dès le départ. »

Pour autant, Abda confie s'être senti « un peu perdu » dans son nouvel environnement, très différent à tous points de vue de son pays d'origine. Certaines anecdotes l'ont marqué : « Chez nous, la



Pour Abda (à g.), mécanicien venu d'Afghanistan, comme pour les Soudanais Fouad et Omar (à dr.), les priorités sont les mêmes : apprendre le français et trouver un travail. © MATHIEU HOUADEC

## Au centre d'accueil de réfugiés de Gelos, on a appris à vivre avec l'attente...

tradition veut qu'on mange assis et avec les doigts... l'inverse de chez vous. » Avant de poursuivre : « En Afghanistan, on est tout le temps surveillé : c'est culturel, chacun épie son voisin. Ici, on est totalement libre de vivre sa vie comment on l'entend. C'est un peu étourdissant au début, mais aujourd'hui, j'apprécie ce sentiment. Je n'ai plus cette pression sur les épaules au quotidien. »

### Le travail, synonyme de nouvelle vie

Même s'il a obtenu le statut de réfugié, Abda n'est pas encore tout à fait serein. Son rêve de rejoindre la Grande-Bretagne ne l'a pas quitté. Mais il sait que c'est désormais quasi impossible. « C'est dommage, car je parle très bien anglais, je me serais vite intégré. Alors je vais tenter ma chance ici, en France. »

Mais les obstacles sont nombreux, à commencer par la barrière de la langue. Ne parlant pas français, l'Afghan n'a pas pu trouver de travail. « C'est très frustrant de rester à rien faire, on se sent

inutile alors qu'on voudrait prouver au contraire qu'on peut apporter quelque chose à ce pays. J'ai eu des diplômes en Afghanistan, notamment délivrés par les Anglais. Je veux faire les équivalences ici, et trouver un travail. C'est une question de fierté, en tant qu'homme. Et puis, cela me permettra de faire venir ma famille, restée au pays. J'ai très peur pour eux, notamment pour mes enfants. J'ai perdu mon frère dans un attentat récemment... »

En attendant, Abda essaie de vivre « comme les autres ». Il a posé comme bénévole pour aider ceux qui, comme lui, trouvent refuge en Béarn. Même si parfois, certains comportements n'aident pas : « J'ai des amis afghans qui ont été pris à parti. On leur a demandé de partir, de rentrer chez eux. C'est très blessant d'entendre ça. Il faut que les gens comprennent : on aimait notre pays. Le quitter a été un déchirement pour nous. Mais nous n'avons pas eu le choix : c'était ça ou mourir... »

MATHIEU HOUADEC | m.houadec@gyrenews.com

### Zoom Pour l'OGFA, « c'est dans "l'après" qu'il faut investir »

Depuis leur arrivée en Béarn, Omar, Fouad et Abda sont notamment accompagnés par l'OGFA (Organisme de gestion des foyers Amitiés). Son directeur, Denis Dupont, dresse le bilan de cette première année : « Ils ont été très bien accueillis, il y a eu un beau mouvement populaire chez les bénévoles. En tout, nous avons géré 50 réfugiés. Seuls trois d'entre eux sont repartis, notamment vers l'Angleterre. Tous ont fait une demande d'asile, et neuf l'ont obtenu pour le moment. Mais le plus dur reste à faire : les services de l'Etat doivent nous aider dans la gestion de "l'après". Une fois appris les rudiments de la langue, le grand défi, c'est l'apprentissage professionnel. Sans ça, il n'y aura pas de réelle intégration. Et cela réclame des moyens... »

Depuis que le centre d'accueil de Béterette a vu son ouverture prolongée jusqu'en décembre 2017, son fonctionnement a été radicalement modifié. Non sans mal.

« On ne va pas se mentir, on sort d'une période très compliquée », concède Catherine Sadot, directrice adjointe d'Isard Cos, association qui gère le centre d'accueil et d'orientation (CAO) de Béterette, à Gelos. Il avait ouvert en octobre 2016 pour une durée initiale de cinq mois, jusqu'en mars. Il a été prolongé à deux reprises. D'abord jusqu'en mai, puis décembre 2017. Un profond changement, qui a impliqué une importante période de réorganisation en avril et mai. Non sans quelques turbulences.

Catherine Sadot glisse que les premiers mois n'ont pas été exempts de « petites tensions » : « L'attente est dure pour les réfugiés, qui ont vécu des choses incroyables et terribles. C'est un calvaire pour eux de devoir patienter pour les démarches administratives, de ne pas savoir s'ils vont obtenir leur statut officiel de réfugiés. Ajoutez-y des problèmes liés aux différences culturelles liées notamment à la nourriture, et oui, l'ambiance a

été un peu tendue. »

Alors, quand la durée de séjour a été prolongée, des crispations sont apparues. « Quand on passe d'un établissement provisoire à quelque chose de plus permanent, c'est très compliqué à mettre en œuvre, explique la responsable. Il a fallu tout revoir : les salariés, qui ne s'étaient engagés que pour cinq mois, les bénévoles, dont beaucoup ne pouvaient s'impliquer plus longtemps. Du coup, il y a eu un petit coup de mou dans les activités proposées aux réfugiés. Le désencadrement a été plus palpable. »

### Des bénévoles recherchés

Une période d'incertitudes qui a été relatée dans un reportage du journal « Libération ». Le 23 juin dernier, un article qui a laissé des traces : « Ils ont décrit ce qu'ils ont vu, je n'ai rien à dire là dessus. Mais je regrette qu'ils n'aient pas tenu compte du contexte général, pour ne refléter que l'instant présent », relève Catherine Sadot. Depuis, les choses « se sont améliorées », assure-t-elle. « On a fait des travaux pour que chaque résident puisse se faire à manger. Et surtout, on lance la construction d'un pôle de solidarité, pour relancer la dynamique de création de lien social pour les réfugiés. On recherche de nouveaux bénévoles pour assurer des

activités, notamment en extérieur, pour leur faire découvrir notre région. » Chose que les professionnels de l'association, accaparés par l'accompagnement pour les démarches administratives, ne peuvent pas assurer. D'autant qu'avec le prolongement de l'ouverture du centre, de nouveaux défis s'annoncent. « Sur l'accueil, on a fait le plus gros du boulot. Maintenant, il faut voir sur le long terme. On doit notamment s'atteler à développer les transports alloués aux réfugiés, pour les désenclaver du site de Gelos. »

Surtout, Isard Cos doit maintenant veiller à ce que les réfugiés soient accompagnés « sur le long terme », pour pouvoir s'intégrer correctement en Béarn. « Ils ont tout à apprendre : la langue, un métier, la vie dans un nouvel environnement. La période d'intégration est bien plus longue que celle de l'accueil. Il faut que nos partenaires, notamment les administrations, se mobilisent sur le sujet. Ce que le Conseil départemental a parfaitement compris. Cela va vraiment nous aider. »

Quant à la propre durée de vie du centre, Catherine Sadot est plus vague : « On ne sait pas jusqu'à quand il faudra réellement continuer. On peut durer... si on en a les moyens. »

M. H. | m.houadec@gyrenews.com